



HAL
open science

“ Pastoralisme ” et “ insécurité ” en Afrique de l’Ouest Du narratif réifiant à la dépossession politique

Charline Rangé, Sergio Dario Magnani, Véronique Ancey

► To cite this version:

Charline Rangé, Sergio Dario Magnani, Véronique Ancey. “ Pastoralisme ” et “ insécurité ” en Afrique de l’Ouest Du narratif réifiant à la dépossession politique. *Revue internationale des études du développement*, 2020, 243, pp.115-150. 10.3917/ried.243.0115 . hal-02961831

HAL Id: hal-02961831

<https://hal.umontpellier.fr/hal-02961831v1>

Submitted on 8 Oct 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

« Pastoralisme » et « insécurité » en Afrique de l'Ouest

Du narratif réifiant à la dépossession politique

Charline Rangé

Sergio Dario Magnani

Véronique Ancey

Mots-clés

pastoralisme, insécurité, conflits, foncier pastoral, récits institutionnels, citoyenneté, Nigeria

Résumé

Cet article propose une analyse critique des **récits** institutionnels sur les liens entre « pastoralisme » et « insécurité » – devenus le nouveau centre des débats sur le pastoralisme en Afrique de l'Ouest – en questionnant le rôle conféré au foncier, et les enjeux politiques de ces discours. Après avoir reconstruit la transformation et la publicisation des **récits** des institutions d'aide, il montre comment ceux-ci recadrent la compréhension de la mobilité, du foncier pastoral et des structures sociales rurales dans une perspective réifiante et globalisante. À partir d'une analyse des dynamiques à l'œuvre au Nigeria, il montre comment une approche multidimensionnelle et processuelle du foncier conduit à changer de perspective et à poser la question de la citoyenneté en milieu rural et pastoral.

Introduction

L'insécurité, devenue en quelques années le nouveau centre des débats sur le pastoralisme en Afrique de l'Ouest, irrigue plusieurs champs de production de l'information et de connaissance pour l'action. À la demande des institutions internationales, une littérature florissante se focalise sur les relations entre pastoralisme et conflits. Deux postulats caractérisent le fond de ces discours : une dégradation générale des ressources, à l'origine d'une vulnérabilité au recrutement terroriste et/ou une escalade des conflits (agro)pastoraux latents liés à l'accès aux ressources vers des conflits violents à dimension nationale ou régionale. Englobant les milieux semi-arides sahéliens et sub-humides, ce récit se traduit dans des modèles d'interventions convergents, dans des contextes pourtant différents. Mais sur ce fond stable, les descriptions et surtout le rôle assigné au pastoralisme ont changé en une dizaine d'années.

Concernant le pastoralisme en Afrique de l'Ouest, les registres d'explication et de prescription des analyses du début des années 2010 ont été happés par l'agenda sécuritaire des pays du Nord. En 2013, après une conférence internationale organisée par l'Agence française de développement (AFD), au Tchad, sur le thème « Pastoralisme et sécurité au Sahel », puis un Forum international sur le pastoralisme organisé par le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) et par la Banque mondiale, en Mauritanie, les chefs d'État et de gouvernement de six pays sahélo-sahariens (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad) ont adopté une déclaration commune « dans l'objectif de renforcer la résilience des sociétés pastorales sahélo-sahariennes ». En écho à la déclaration officielle, une note des organisations professionnelles d'éleveurs d'Afrique de l'Ouest (APESS & RBM, 2013) a traduit les enjeux régionaux de développement en termes de résilience et de sécurité. Un récit politique nouveau s'est constitué : lutter contre la spirale insécurité-rébellion/radicalisation en soutenant les moyens d'existence des populations pastorales sahéliennes pour ne pas ouvrir de *no man's land* au djihadisme et aux trafics illicites. Le pastoralisme ferait barrage à l'insécurité et au « terrorisme », conçu comme un phénomène exogène lié aux circulations des mouvements djihadistes internationaux¹. Cette « écologie politique » du pastoralisme « barrage à l'insécurité » a servi de levier pour la relance des interventions de l'aide au développement en milieu pastoral à partir des années 2010.

Depuis 2013, le discours sur le pastoralisme et l'insécurité a progressivement été infiltré par le soupçon croissant dans la presse et dans les institutions nationales et internationales, d'une affiliation des pasteurs aux mouvements insurrectionnels et/ou au banditisme sur une base ethnique, parfois confondue avec une dynamique de radicalisation religieuse. La théorisation du « New Fringe Pastoralism² » (UN.ECA, 2017) postule

¹ La Déclaration de N'Djamena, adoptée le 29 mai 2013 par les ministres en charge de l'élevage du Tchad, du Mali, du Niger, du Soudan, de l'Algérie, et par le chef du gouvernement du Tchad, formule explicitement les enjeux du développement pastoral sous cet angle.

² UN.ECA, 2017 : 26 : « Le *new fringe pastoralism* fait référence aux activités d'un petit nombre de pasteurs de plus en plus impliqués dans des activités transnationales licites et illicites ; les activités illicites comprennent la facilitation de la migration internationale illégale, la traite des êtres humains et le commerce d'armes, de drogues et de contrebande.

la participation, particulièrement active à cause de leur mobilité dans des espaces transfrontaliers poreux, de certaines franges des sociétés pastorales aux violences djihadistes et aux réseaux criminels internationaux et l'explique par la concurrence pour des ressources rares dans un monde globalisé. La théorisation du « New Fringe Pastoralism » s'étend au-delà de l'espace saharo-sahélien. Parti d'Afrique de l'Est, ce modèle applique au cas du pastoralisme des réflexions produites par la littérature spécialisée sur de nouveaux types de violence émergeant aux marges des sociétés, dans un contexte de transformation globale (Zondi, 2018). Le pastoralisme, historiquement traité comme un mode de vie marginal, était un cas d'école idéal dans cette perspective, adoptée pour cadrer le conflit dans le Nord du Mali et l'insurrection de Boko Haram, au Nigéria (UN.ECA, 2017).

Les conflits qualifiés d'agropastoraux sont ainsi venus compléter la palette des situations d'insécurité impliquant des pasteurs. En avril 2018, une conférence de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) déclare : « Le conflit agropastoral est la nouvelle menace sécuritaire dans la sous-région » (ECOWAS, 2018: 3). Quelques mois plus tard, les conflits violents « entre éleveurs et agriculteurs » s'invitent au sommet conjoint des chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO et de la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC) aux côtés du « terrorisme » et de l'« extrémisme violent ».

Sur l'hypothèse postulée, qui ne semble pas confirmée par les études empiriques disponibles (IIED, 2018 ; Benjaminsen *et al.*, 2012³), d'une augmentation générale des conflits violents impliquant les pasteurs en Afrique subsaharienne, les rapports des institutions internationales se multiplient depuis 2013 (OCDE & CSAO, 2013 ; De Haan *et al.*, 2016 ; UN.ECA, 2017 ; UNOWAS, 2018). Le choix systématique d'une échelle régionale et d'une analyse conjointe des différentes formes de violence favorise la recherche d'explications peu contextualisées et la conception de politiques foncières et pastorales standardisées. Différentes typologies des conflits combinent facteurs sociaux, économiques et politiques sans les hiérarchiser (Salliot, 2010 ; Heinrigs, 2010 ; De Haan *et al.*, 2016). Faisant l'impasse sur les dimensions processuelles des conflits violents (Moritz, 2010) et sur l'analyse des contextes historiques et socio-politiques de la gouvernance foncière, les rapports énumèrent des recommandations techniques : mise à l'échelle des bonnes pratiques de gouvernance et de gestion du conflit, modernisation de l'élevage et encadrement de la mobilité pastorale, voire substitution par le *ranching* (élevage en ranch).

Cet article se propose de mettre au jour les différents registres d'interprétation de la place des contentieux fonciers dans les conflits violents mobilisés par les institutions internationales et les médias ; les dimensions mises en avant et celles qui sont en revanche occultées ; les référentiels de politique publique sur lesquels ils se développent ; et leurs conséquences sur le foncier pastoral et sur la place des éleveurs dans la société. La

Certains « éleveurs de la nouvelle marginalité » sont directement impliqués dans les insurrections et l'extrémisme religieux transnational ou facilitent indirectement les activités de ces groupes » [traduction des auteurs]

³ Ces études proposent d'associer une approche axée sur les causes structurelles des conflits – faisant une large part à la *Political ecology* – à une approche processuelle de leurs dynamiques.

démarche d'analyse s'inscrit dans la proposition de théorisation du nexus foncier-conflits violents de Van Leeuwen et Van der Haar (2016), qui s'articule autour de la notion de *framing* (cadrage) des conflits fonciers pour analyser l'articulation entre la gouvernance foncière et les autres espaces sociaux conflictuels, d'une part, et les alliances entre acteurs et enjeux à différents niveaux, d'autre part – et autour du rôle de *brokers of meaning* (courtiers)⁴ des professionnels du développement, des médias et des chercheurs. L'analyse mobilise les connaissances produites par plusieurs années de recherche des auteurs sur le foncier et les sociétés pastorales sahéliennes et soudaniennes en Afrique de l'Ouest et du Centre et par une posture de « participation observante » en tant qu'experts pour des organismes français de recherche-développement et une agence internationale. L'observation des discours quotidiens qui circulent dans les milieux professionnels de l'aide est à l'origine du questionnement de l'article. Pour comprendre comment évoluent les représentations et les politiques, comment elles circulent à travers les milieux professionnels et les échelles, quelles sont leur force et leurs limites performatives, la démarche de l'enquête a ensuite instruit un « dossier » fondé sur plusieurs sources écrites, académique, littérature grise et médias. Le cas d'étude nigérian, présenté en troisième partie, repose sur l'analyse de 171 articles de la presse principalement nigériane parus entre 2015 et 2019⁵.

La première partie de l'article montre comment les récits transforment et recadrent la compréhension de la mobilité, du foncier pastoral et des structures sociales rurales dans une perspective réifiante et globalisante. La deuxième partie montre les liens fonctionnels et performatifs existant entre les narratifs institutionnels et les approches technicistes du développement agricole et pastoral en Afrique de l'Ouest. À partir d'une analyse des dynamiques à l'œuvre au Nigeria, la troisième partie illustre cette rhétorique et montre comment une approche multidimensionnelle du foncier et une approche processuelle dans l'analyse des conflits violents conduisent à changer de perspective et à poser la question de la citoyenneté en milieu rural et pastoral. Nous discutons en conclusion les enjeux politiques de ces récits qui justifient et promeuvent des politiques agricoles et des modèles politiques d'intervention en milieu rural spécifiques et controversés.

1. Les narratifs : des analyses réifiantes des sociétés, de l'espace et du foncier

La multiplication des rapports, des rencontres et des déclarations internationales depuis 2013 traitant le pastoralisme sous l'angle sécuritaire a largement contribué à publiciser la question au niveau international en engageant les décideurs, les acteurs de la société civile, les bailleurs et les diplomates autour de cette nouvelle question d'action publique au sens de « la manière dont une société construit et qualifie des problèmes collectifs, élabore des réponses, des contenus et des processus pour les traiter » (Thoenig, 2005: 290). En reprenant les

⁴ A notre connaissance la traduction française littérale de *brokers of meaning* n'est pas d'usage courant, alors que « courtiers » renvoie à un courant de l'anthropologie du développement qui a étudié les médiations de sens, d'intérêts et de pratiques.

⁵ Sur les 171 articles consultés, 114 sont parus en 2018, année de la plus forte médiatisation des violences (voir *infra*). Les articles sont principalement parus dans les médias nigériens *Vanguard* (26 articles), *Daily Trust* (23), *Punch* (22), *Premium Times* (18), *Guardian* (13), *New telegraph* (7), *Sun News online* (7), *The Nation Online* (6) et *This Day Live* (5).

trois entrées principales qui fondent cette publicisation : la sécurité environnementale et le changement climatique, l'écologie terroriste, les conflits fonciers agropastoraux liés à la vocation des espaces, nous montrons ici en quoi ces récits procèdent d'analyses réifiantes des sociétés et du foncier pastoral.

1.1. Changement climatique et sécurité environnementale

La plupart des rapports publiés sous la responsabilité d'une institution internationale (OCDE & CSAO, 2013 ; UN.ECA, 2017 ; UNOWAS, 2018) s'inspire d'un modèle de sécurité environnementale qui relie la globalisation des conflits aux tensions sur les ressources en évitant l'analyse des situations foncières⁶ – réactualisé à l'aune des changements globaux (climatique et démographique). Le courant de la sécurité environnementale a été contredit et critiqué parce que négligeant les causes économiques et politiques de dégradation environnementale et de violence, les effets différenciés sur les catégories sociales et le genre des populations en termes d'accès aux ressources, et mobilisant l'idéologie malthusienne qui rend les pauvres responsables (Peluso & Watts, 2001 ; Gausset *et al.*, 2005).

Concernant spécifiquement le pastoralisme dans les milieux (semi)arides africains, cette « *blanket explanation* » (Krätli, 2017) des problèmes auxquels font face les sociétés pastorales détourne l'attention de l'héritage de politiques de développement qui, depuis l'époque coloniale, ont visé la transformation des pasteurs mobiles en agropasteurs sédentaires (Turner, 2004 ; Benjaminsen *et al.*, 2012 ; Benjaminsen & Ba, 2018). Le narratif du changement climatique au Sahel comme moteur de pénurie actualise celui de la sécurité environnementale, en miroir d'un autre paradigme aujourd'hui dépassé qui, faute de comprendre la variabilité climatique et l'écologie de ces milieux (Ellis & Swift, 1988 ; Behnke & Scoones, 1993), postulait la dégradation de l'environnement sous l'effet de l'anthropisation et des « mauvaises pratiques » locales.

1.2. L'écologie terroriste

La mission assignée aux populations pastorales d'occuper les zones transfrontalières sahéliennes, c'est-à-dire de résister face à un supposé « ennemi extérieur », relève d'une lecture binaire erronée des crises, opposant des djihadistes étrangers à une population locale homogène réfractaire et victime. Selon la lecture officielle des gouvernements maliens et français jusqu'en début 2017⁷, l'ennemi ne serait qu'un « fou de Dieu » étranger aux revendications des populations locales, et le conflit malien se résumerait à la guerre globale menée contre le djihad⁸. Au contraire, de nombreux auteurs ont montré comment les groupes djihadistes se sont recomposés

⁶ Ce modèle, théorisé par Homer-Dixon (1994), enchaîne les séquences entre conflits internes, dérives autoritaires d'Etats « faillis » et menaces sur la sécurité internationale, justifiant des politiques de défense coercitives. Le cadrage idéologique a été repéré, dans le contexte post guerre froide, comme le moteur d'une reconfiguration du complexe militaro-industriel américain (Deibert, 1996).

⁷ Visite du président François Hollande à Gao le 13 janvier 2017.

⁸ Sur les opérations militaires menées dans le Gourma, voir le communiqué du ministère français de la Défense (Ministère des Armées, 2016).

localement autour d'un discours de rupture vis-à-vis de l'État et d'élites coutumières et religieuses perçues comme corrompues et prédatrices, à la faveur de la mise en œuvre par les groupes djihadistes d'actions ciblant les groupes sociaux défavorisés, tels que les castés, les anciens esclaves et les pasteurs appauvris (suppression des tributs aux chefs de terre et aux autorités politiques, résolution plus égalitaire des conflits fonciers, retrait des agents forestiers, protection des attaques et vols) (Sangaré, 2016 ; De Bruijn & Both, 2017 ; Benjaminsen & Ba, 2018 ; Pellerin, 2019). L'entretien de la violence dans le Gourma, entre Mali, Burkina Faso et Niger, tient aussi aux exactions commises par les forces armées contre des civils majoritairement peuls accusés de complicité avec les groupes djihadistes et à l'absence de réponses au développement de milices d'autodéfense à coloration ethnique (Ibrahim, 2017). Il tient enfin à une réponse politique focalisée sur la lutte militaire « antiterroriste » qui, occultant les ressorts politiques de la crise et bénéficiant de soutiens étrangers, permet aux États de gagner en crédibilité sur le plan extérieur, mais creuse une fracture profonde avec les populations des régions affectées qui se voient nier leur statut de citoyen (De Bruijn & Both, 2017⁹).

Le narratif du pastoralisme « barrière au terrorisme », construit en référence aux territoires sahélo-sahariens, s'est progressivement effacé à mesure que l'échec des interventions armées dans le Nord du Mali fondées sur l'hypothèse d'un ennemi extérieur devenait évident et que l'attention internationale se déplaçait vers les violences armées dans le Centre du Mali et l'espace transfrontalier entre pays sahéliens et côtiers. Il s'est en quelque sorte recomposé autour du mythe du « djihad peul » (Ba-Konaré, 2017 ; Pellerin, 2019), prenant parfois la forme d'un front peul djihadiste qui s'étendrait au Sud, cherchant à faire la jonction entre le Mali et la Centrafrique¹⁰. Invoquant l'histoire et les djihads pré-coloniaux, ce mythe met en scène un nationalisme peul furieux rejetant les États-nations et transcendant leurs frontières, guidé autant par la foi que par la recherche effrénée de pâturages. Instrumentalisé par certaines élites politiques comme au Nigeria (voir *infra*), il hante les couloirs des institutions internationales. Tendant à assimiler le pastoralisme à une communauté ethnique, il détourne là encore l'attention des racines des tensions et de la marginalisation des sociétés pastorales dans les institutions de gouvernance foncière et rurale. La mobilisation des organisations pastorales et des organisations de la société civile à dominante peule se reconstruit en réponse autour des questions de citoyenneté, liant défense du pastoralisme et interpellation sur les massacres et exactions ciblant la communauté peule.

1.3. L'analyse en termes de conflits « agriculteurs-éleveurs » et de vocations d'espaces délimités

Le narratif sur les conflits qualifiés d'agropastoraux réduit le champ de la sécurité aux enjeux d'une coexistence entre des communautés non définies, caricaturées par des traits professionnels, ethniques ou confessionnels, comme le montre le titre d'une publication récente du bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest et le

⁹ Pour un regard critique sur la montée en puissance des opérations militaires dans la région, voir le blog de Mirjam de Bruijn, en 2019 : <https://mirjamdebruijn.wordpress.com/2019/01/11/media-narratives-about-fulani-terrorists/>.

¹⁰ Carayol, 2017.

Sahel : « Pastoralisme et sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Vers une coexistence pacifique » (UNOWAS, 2018¹¹). Le choix d'une échelle régionale opère un lissage des singularités nationales et locales et présuppose une homogénéité des groupes sociaux. Ce cadrage procède d'une représentation caricaturale des groupes sociaux selon un processus de simplification typique des interventions d'aide au développement (Murray Li, 2007a). Il naturalise et cristallise les frontières entre des pseudo-communautés, tendant à assigner et exacerber les oppositions, à simplifier, homogénéiser et réifier identités et gestions foncières « communautaires ».

Le récit centré sur le lien de causalité entre pénurie de ressources et conflits violents fait disparaître les dynamiques politiques et les enjeux fonciers. Les formes d'accès négociés aux ressources sont ignorées, ainsi que les configurations d'usagers et d'ayants droit ; les formes de gouvernances, leurs dynamiques et leurs recompositions dans des jeux d'échelles multiples sont passées sous silence. Les multiples registres du foncier : productif, identitaire, politique, sont effacés et le « foncier » n'existe que comme une nouvelle frontière et un objet de fixation de conflits intercommunautaires.

La faiblesse empirique se manifeste par la méconnaissance des structures et des dynamiques d'accès aux ressources, et notamment :

- ✓ les multiples droits d'accès aux ressources, partagées ou non (Fache *et al.*, à paraître) ;
- ✓ la relation « hôte/étranger » au fondement de l'intégration des pasteurs dans les sociétés paysannes dans les zones soudaniennes où l'arrivée des pasteurs ne remonte véritablement qu'au XX^e siècle (Breusers *et al.*, 1998 ; Hagberg, 2000 ; Dafinger & Pelican, 2006) ;
- ✓ la composition différenciée et dynamique des groupes sociaux d'usagers, ayants droit ou non (inégalités de statuts selon résidence, lignage, génération, genre, rang de fratrie, etc.), y compris « intracommunautaires » (clans maraboutiques, anciens esclaves affranchis, etc.). (Breusers *et al.*, 1998) ;
- ✓ la flexibilité et l'hybridation des systèmes d'activité observées depuis les sécheresses des années 1980. De ce fait, on ne peut considérer que la concurrence pour l'espace entre activités (agriculture, élevage) se traduit par une compétition entre groupes suivant une ligne ethnique (Breusers *et al.*, 1998) ;
- ✓ les recompositions des formes de gouvernance de l'accès aux ressources, inscrites dans des changements structurels auxquels n'échappent pas les sociétés rurales et pastorales (démographie, urbanisation, démocratisation et décentralisation, libéralisation, globalisation et extraversion). L'appartenance lignagère, les relations de priorité et de réciprocité entre groupes pastoraux, et la

¹¹ Le résumé du rapport précise : « Les conflits entre éleveurs et agriculteurs sont un sujet de préoccupation croissant pour les États membres de la CEDEAO. Ils ont un impact dévastateur en termes de sécurité humaine, nationale et régionale. » (p. 14). Il met en scène deux groupes, les « éleveurs », majoritairement « peuls » et « musulmans », et les « agriculteurs », et identifie la pression démographique, les changements climatiques, l'utilisation des armes légères, l'extrémisme violent et la politique environnementale comme les principales causes et moteurs des conflits. Les chapitres du rapport, organisés par pays, sont eux plus fins quant à l'analyse des dynamiques d'appartenance et des processus de conflits.

relation « hôtes/étrangers » tendent ainsi à perdre de l'importance face à la capacité à faire valoir ses droits auprès d'autorités et au sein d'arènes très diverses et face à la marchandisation de l'accès aux ressources.

Dans le narratif du conflit « agriculteurs-éleveurs », la pratique du pastoralisme est confondue et restreinte aux milieux (semi)arides. Or, les mobilités pastorales intègrent de façon historique les zones sub-humides sahélo-soudaniennes, à la recherche de complémentarités agro-écologiques et économiques lors des transhumances saisonnières (Thébaud, 2017), du convoi commercial du bétail (Corniaux *et al.*, 2012) ou des migrations de longue durée suivant des changements politiques et environnementaux majeurs (Bonfiglioli, 1990, 1991).

Une vision fragmentée de la gestion de l'espace nie les complémentarités écologiques et économiques entre territoires et systèmes de production, ainsi que les liens sociaux et historiques entre groupes socioculturels et professionnels différents, des dimensions centrales tant dans les milieux arides et semi-arides sahéliens (Krätli, 2015) que dans ceux sub-humides soudaniens (Fanchette, 2011).

2. Récits et interventions : liens fonctionnels et jeux d'acteurs

Des liens fonctionnels existent entre les narratifs institutionnels et les approches technicistes du développement agricole et pastoral en Afrique de l'Ouest qui s'alimentent réciproquement. Le cadrage des réalités sociales opéré par les narratifs justifie la mise en œuvre de « solutions » techniques (modèles d'aménagement, régimes fonciers, projets d'infrastructures, etc.) aux « problèmes » de développement identifiés. Présentées comme neutres et consensuelles, ces « solutions » jouent un rôle politique favorisant des usages spécifiques de l'espace et des ressources et promouvant les intérêts de certaines catégories d'acteurs au détriment d'autres (Murray Li, 2007a). La technicisation est une caractéristique centrale d'une action publique « sous régime d'aide » (Lavigne Delville, 2016), coproduite entre acteurs nationaux et internationaux, dans des chaînes de courtages qui permettent l'articulation d'intérêts et significations hétérogènes (Frésia & Lavigne Delville, 2018). Elle fait une large place aux « modèles voyageurs », configurations d'ingénierie sociale élaborées par l'expertise internationale, qui circulent dans des arènes où des groupes d'acteurs les infléchissent selon leurs intérêts (Olivier de Sardan, 2019). En Afrique de l'Ouest, les populations pastorales occupent une position souvent marginale dans ces arènes politiques.

2.1. Narratifs institutionnels et approches technicistes du développement agricole et pastorale : une histoire ancienne

Les récits institutionnels décrits en première partie mobilisent les registres du changement climatique et de la sécurité environnementale pour démontrer un lien de causalité entre la pratique du pastoralisme et l'insécurité, dépolitisant les conflits et justifiant le recours à l'aide au développement comme solution. En mobilisant un

argumentaire basé sur la dégradation environnementale et la pénurie des ressources, ces récits s'appuient sur le narratif de la désertification et l'actualisent. Fondé sur des notions inadaptées aux milieux semi-arides (capacité de charge, surpâturage, évolution de la végétation par climax ; Sayre, 2008, 2017), ce narratif a légitimé, tout au long du XX^e siècle, l'extension du contrôle bureaucratique et technocratique sur les ressources et les espaces africains (Swift, 1996) et permis le déploiement d'interventions technicistes : irrigation à grande échelle, conservation de la nature (réserves naturelles, modalités inappropriées de reforestation, *green militarization* par les agents des Eaux et Forêts ; Krings, 1995), promotion de formes de gestion du pâturage par la clôture (*ranching*, réserves pastorales, mises en défens), coûteuses, inadaptées et inégalitaires (Oxby, 1981 ; Thébaud *et al.*, 1995). Ces interventions ont précarisé les moyens d'existence des populations et endommagé les milieux (Davis, 2016). La délimitation de l'espace, en lien avec la privatisation et la spécialisation productive du foncier, a déstructuré les formes de gouvernance collectives permettant la pratique du pastoralisme en milieu (semi)aride sahélien et sub-humide sahélo-soudanien (Fanchette, 1999 ; Vall & Diallo, 2009 ; Krätli, 2015).

Le narratif de la désertification a bénéficié à trois catégories d'acteurs : les gouvernements nationaux ont pu investir des espaces jusque-là considérés « inutiles » et soumettre des populations réticentes au pouvoir central (Benjaminsen, 2008) ; les acteurs de l'aide internationale, dont plusieurs agences des Nations unies (Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification – UNCCD) et d'importants bailleurs comme la Banque mondiale ont tiré avantage des fonds investis, y compris dans une dynamique de concurrence sur le « marché de l'aide » ; certains scientifiques et experts engagés dans les interventions (Swift, 1996 ; Davis, 2016).

2.2. Nouvelles opportunités et jeux d'acteurs autour des narratifs du conflit

Actuellement, le narratif de la désertification est en perte de vitesse du fait de la montée en puissance d'autres paradigmes du développement (changement climatique, pauvreté, etc.) et de contre-narratifs fondés sur la reconnaissance de l'apport du pastoralisme dans la valorisation des milieux semi-arides et la promotion des institutions et savoirs locaux dans la gestion décentralisée des ressources. Dans ce contexte, les cadrages par la sécurité environnementale et le conflit offrent des opportunités pour reproduire les modèles technico-politiques dominants du développement agricole, pastoral et environnemental fondés sur la vocation et la délimitation des espaces et l'encadrement de la mobilité pastorale, et les intérêts qui les sous-tendent (Toulmin & Brock, 2016). Dans les pays côtiers, le narratif du conflit agriculteur-éleveur, qui prolonge celui de la sécurité environnementale, motive le retour à la promotion des ranchs¹² et zones pastorales au sein desquels l'accès aux

¹² Au Nigéria, le Plan national de transformation de l'élevage au Nigéria, lancé en 2019, vise à remplacer le pastoralisme par le ranching, présenté comme une solution permanente aux conflits agriculteurs-éleveurs (voir *infra*). La Côte d'Ivoire a adopté une loi en 2016 créant deux types d'espaces de pâture : les zones d'accueil des transhumants relevant de la

ressources pastorales est monnayé, voire privatisé, en accompagnement des restrictions à la transhumance¹³, notamment transfrontalière. Ces mesures s'accompagnent de dispositions juridiques qui facilitent le contrôle et l'inculcation des populations pastorales qui ne se soumettraient pas à cette partition des usages dans l'espace.

Le discours du pastoralisme « barrage à l'insécurité » a servi de levier pour la relance des interventions de l'aide au développement. L'usage croissant de la notion de résilience (Ancey *et al.*, 2017) et l'augmentation relative des financements dédiés au pastoralisme vont de pair avec la priorité stratégique accordée à la lutte contre le djihadisme (IIED, 2013). Si elle a permis de dégager des financements importants pour le secteur pastoral dans les zones sahélo-sahariennes, désinvesti depuis trente ans, l'équation « plus d'aide au développement, plus de résilience, plus de stabilité et de paix » (De Haan *et al.*, 2016 ; Salliot, 2010 ; Heinrichs, 2010) fait aussi l'impasse sur les effets des interventions des décennies précédentes. Elle favorise la reprise de grands projets d'agrobusiness et de conservation de la nature promus par les gouvernements et les bailleurs de fonds, avec leur corollaire d'accaparements fonciers, exclusion et marginalisation (IIED, 2018). La colonisation hydro-agricole des zones humides en milieu (semi)aride progresse (Koopman, 2012 ; Magnani *et al.* 2019) ainsi que l'expansion des monocultures commerciales et de l'agriculture de plantation (Fanchette, 1999 ; Audoin & Gonin, 2014 ; Gonin & Gautier, 2015).

L'équation pourrait ainsi au final s'avérer contre-productive. De nombreux auteurs identifient ces politiques « anti-pastorales » (Schlee, 2013) comme des facteurs ayant contribué, d'une part, aux rébellions des populations pastorales, traduites en partie par un engagement dans les groupes djihadistes au Sahel (Krings, 1995 ; Benjaminsen, 2008 ; Benjaminsen & Ba, 2018) et, d'autre part, à une escalade de conflits dans la bande sahélo-soudanienne. Les narratifs du conflit permettent de nier le caractère insurrectionnel et les revendications politiques sous-jacentes à ces dynamiques de conflit. L'effacement des ressorts et des responsabilités politiques des gouvernements du Nord et du Sud permet de reproduire des relations d'influence économiques et géopolitiques en évitant des processus de réformes qui mettraient en danger les multiples intérêts qui les sous-tendent à l'échelle locale, nationale, internationale.

Le système de l'aide en fait partie et est appelé à travailler dans le cadre structurant des narratifs du conflit, éventuellement comme volet humanitaire des opérations militaires¹⁴. Ce contexte ouvre des opportunités économiques et institutionnelles pour une pluralité d'acteurs qui doivent mettre à jour leurs analyses, développer de nouvelles compétences et modalités d'intervention. De la part d'organisations pastorales, en 2013, l'argument

compétence de l'État, d'une part, et les zones de pâturage privées, d'autre part. Le Togo a pris en 2020 un arrêté relatif à l'identification de zones de *ranching* supposés permettre de mettre fin aux conflits agriculteurs-éleveurs.

¹³ Après plusieurs années de restriction de la transhumance transfrontalière pour des raisons sécuritaires, le Bénin l'a interdit pour les mêmes raisons en décembre 2019. Le Togo a pris un arrêté imposant de fortes contraintes à la transhumance transfrontalière au début de l'année 2020.

¹⁴ Concernant les modalités de publicisation de l'approche « Défense, Diplomatie, Développement », voir Ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères, voir : <https://pt.ambafrance.org/Defense-diplomatie-developpement-l-approche-3D-au-Mali-pour-la-paix>.

des victimes ou recrues parmi la jeunesse pastorale traduisait l'inquiétude devant un type nouveau d'incertitude (APESS & RBM, 2013) ; il a suscité un profond questionnement sur l'avenir de la jeunesse pastorale¹⁵, en phase avec l'agenda des institutions d'aide (Arnaud, 2016) et des organisations régionales¹⁶. De même, elles s'emparent d'autant plus facilement du narratif du conflit agriculteurs-éleveurs qu'il sert leur légitimation par l'invention de catégories professionnelles homogènes dont elles seraient les représentants naturels et sur qui l'aide peut être ciblée. Le risque inhérent à cette attitude opportuniste est de freiner l'émergence de solutions locales aux dynamiques conflictuelles ainsi que de fragiliser davantage les processus de démocratisation et d'intégration politique et économique dans l'espace ouest-africain, comme le montrent les restrictions à la transhumance entre pays sahéliens et pays côtiers, et entre États fédérés du Nigeria.

3. Cadrages réifiants et interventions politiques conflictogènes : le cas du Nigeria

L'exemple du Nigeria illustre la manière dont les différents registres rhétoriques nourrissent les alliances entre acteurs aux différents niveaux et façonnent les formes de mobilisation des enjeux fonciers dans les conflits violents. Il montre comment les registres des conflits agriculteurs-éleveurs et de la sécurité environnementale – qui légitiment les institutions internationales – permettent au gouvernement de dépolitiser les violences sur la scène intérieure et de taire la crise de la gouvernabilité en milieu rural tout en bénéficiant de l'appui de l'aide internationale pour mettre en œuvre une politique « modernisatrice » de l'élevage, fondée sur la spécialisation productive du foncier et la formalisation des droits fonciers par laquelle il réaffirme son autorité. Apparemment neutres parce que justifiées par une logique technique et économique, ces propositions d'intervention publique sont en réalité éminemment politiques en ce qu'elles redéfinissent les critères d'appartenance sur lesquels sont justifiés le contrôle et l'accès aux ressources, les rapports d'autorité qu'ils instaurent et les identités qui en découlent. Différemment interprétées en fonction de la position des acteurs dans le champ sociopolitique, elles contribuent finalement à alimenter les conflits violents, apportant un démenti cinglant aux récits globaux qui les érigent en instrument de consolidation de la paix.

3.1. La construction conjointe d'une question agropastorale et d'une question peule autour du registre du conflit agriculteurs-éleveurs

Localisées et épisodiques, les violences impliquant des populations pastorales ont ponctué l'histoire du Nigeria. La période actuelle se démarque toutefois par le maintien d'un niveau particulièrement élevé de violences depuis 2013, l'étendue géographique du phénomène et la place qu'ont pris ces violences dans les médias et sur la scène politique nationale. Par moments, ces violences ont pu prendre des allures de guerre civile (meurtres, vols et

¹⁵ <https://www.apess.org/question-jeunes-un-groupe-de-travail-a-lapess/>

¹⁶ La CEDEAO développe une stratégie régionale d'appui à l'employabilité des jeunes dans le secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique dans une perspective de lutte contre l'exode rural et l'émigration incontrôlée (ARAA, 2019).

destructions de masse, viols, déplacements de population). À partir de 2015, l'élection d'un président issu de l'élite peule renforce la politisation des violences et en accélère la médiatisation (Blench, 2017). Elles explosent en 2018 après que l'État fédéral et plusieurs États fédérés ont annoncé des mesures d'encadrement du pastoralisme visant pourtant à y mettre fin.

En donnant une image biaisée, ethnicisée et homogénéisante des violences dans le Centre du pays et en relayant activement les déclarations des acteurs publics (politiques, chefs coutumiers, leaders des associations communautaires, intellectuels), la presse nigériane a largement contribué à la construction conflictuelle d'une question nationale alternativement qualifiée de question agropastorale et de question peule. Dans le recensement effectué par ACLED (Armed Conflict Location & Event Data Project) principalement sur la base des médias nigériens, les violences impliquant des « pasteurs » sont presque toujours associées aux violences attribuées aux « milices peules¹⁷ ». Procédant d'un double processus d'homogénéisation professionnelle et ethnique, le registre du conflit agriculteurs-éleveurs a été largement mobilisé dans les médias nigériens qui sont toutefois allés beaucoup plus loin dans la mise en scène des « *herdsmen-farmers clashes* » en identifiant les *Fulani herdsmen* comme seuls acteurs des violences dans des articles aux titres souvent éloquentes (« *nomadic source* », « *taming herdsmen* », « *herdsmen's invasion* », « *herdsmen's killings* », « *herdsmen's attacks* », etc.¹⁸).

Les experts, médias et agences d'aide internationale ont eux aussi contribué à la publicisation de la question agropastorale au Nigeria. En pleine insurrection de Boko Haram, le *think tank* The Institute for Economics and Peace a identifié les *Fulani militants* comme le quatrième groupe terroriste le plus meurtrier au niveau mondial (Institute for Economics and Peace, 2015), édulcorant le contexte des violences et le fait que les Peuls ne constituent pas un groupe unifié et contribuant à instiller le spectre du « djihad peul » au sein des institutions internationales. Les rapports d'expertise (ICG, 2017, 2018 ; Kwaja & Ademola-Adelehin, 2017a, 2017b ; Egbuta, 2018), les médias internationaux¹⁹ et les financements des agences d'aide²⁰ ont surtout fait circuler le registre de la sécurité environnementale²¹ et du conflit agriculteur-éleveur. En réduisant les violences à un conflit professionnel et/ou ethnique pour l'accès à la terre et aux pâturages, ce registre masque l'histoire longue des tensions politiques dans lesquelles s'inscrivent les violences actuelles et l'éventail des ressources en jeu. Ces dernières sont concentrées dans les États du Centre du pays marqués par les tensions anciennes entre populations se disant autochtones et populations haussa et peules. La colonisation britannique y a confié le monopole du pouvoir aux élites musulmanes haussa et peules issues du djihad peul du XIX^e siècle dont

¹⁷ Depuis 2013, l'organisation non gouvernementale ACLED recense chaque année plus de 80 actes de violences impliquant des « pasteurs » et en a recensé jusqu'à 368 en 2018. Très principalement basé sur les médias nigériens, le recensement d'ACLED renseigne avant tout sur les violences médiatisées.

¹⁸ En 2018, la Présidence a rappelé à l'ordre les médias sur leur traitement des violences, le comparant à l'incitation à la violence des médias rwandais avant le génocide de 1994 (voir VOA, 2018).

¹⁹ Baca, 2015.

²⁰ U.S. Mission Nigeria, 2017 ; UN Environment Programme, 2018.

²¹ Dans les recommandations des médias et experts internationaux pour mettre fin aux violences figure ainsi systématiquement le financement du programme de la Grande Muraille verte (AgroBusinessTimes, 2018a).

l'autorité s'était jusqu'alors heurtée à la résistance d'autres groupes socio-culturels de religion animiste. Ce faisant, elle a créé des frustrations qui s'expriment depuis dans le registre ethnique et religieux. Les tensions ont été avivées avec le « tournant démocratique » et la concurrence pour le contrôle des positions de pouvoir et des ressources associées (rente de l'État, emploi dans l'administration, infrastructures et services, définition du code pénal, contrôle de la terre, etc.) (Higazi, 2008, 2016, 2018 ; Higazi & Lar, 2015). Elles puisent aussi leur source dans la constitutionnalisation de la catégorie d'« indigène », qui crée différents niveaux de citoyenneté à l'intérieur des États fédérés. En théorie, ce statut est accessible à tout résident de long terme d'un État fédéré (Blench, 2017). Dans les faits, cet instrument légal renforce la manipulation du registre de l'autochtonie et structure la politique d'inclusion et d'exclusion au niveau local (Higazi & Lar, 2015), justifiant dans certains États fédérés du Centre et du Sud des retraits de terre aux Peuls et aux Haussa ainsi que le démantèlement du système d'école nomade mis en place par l'État fédéral au début des années 1980 au motif d'une priorité budgétaire aux « indigènes » (Blench, 2017). Dans le domaine foncier, cette manipulation est facilitée par la loi foncière de 1978 (*Land use act*) toujours en vigueur et qui confie la gestion des terres rurales aux collectivités locales et aux gouverneurs des États.

3.2. Les réponses politiques et l'alimentation des violences

3.2.1. Une même réponse technique, deux registres fondamentalement différents

Identifiant la mobilité pastorale et l'usage partagé de l'espace comme la cause des violences meurtrières, l'État fédéral a promu à partir de 2016 les réserves de pâturages, puis les ranchs collectifs – des pâturages délimités dont l'accès est conditionné à la détention d'un titre foncier, faisant fi des échecs successifs de ces formes de développement de l'élevage promues depuis la colonisation au Nigeria avec le soutien de différentes institutions internationales (Boutrais, 1990 ; Blench, 2017). Plusieurs États fédérés (Ekiti, Taraba, Bénoué) ont voté dans le même temps des lois interdisant l'*open grazing* et conditionnant la pratique du pâturage à la détention d'un titre privé dans un ranch. Dans les deux cas, la restriction du pâturage à des espaces réservés est vue comme une réponse aux conflits agriculteurs-éleveurs et comme une condition à la supposée nécessaire « modernisation » de l'élevage²². La réponse technique est similaire, mais elle est justifiée par deux registres fondamentalement opposés : celui de la sécurité environnementale et des conflits agriculteurs-éleveurs, d'un côté, et celui du mythe du djihad peul, de l'autre.

Le discours de l'État fédéral explique la montée des violences par le changement climatique et la croissance démographique dans la partie sahélienne du pays qui provoqueraient l'invasion des zones agricoles du Sud par les éleveurs. Progressive, la dispersion des éleveurs peuls sur l'ensemble du territoire national remonte pourtant aux années 1960 et reste indissociable de l'attraction des marchés du Sud, de l'amélioration des conditions

²² Ushigiale, 2018 ; Premium Times, 2016a, 2016b ; AgrixHub, 2018 ; Punch, 2017 ; Yusuf & Buhari, 2018 ; Vanguard, 2018a ; The Nation, 2018b.

sanitaires et de l'établissement de relations de confiance et d'interdépendance avec les populations se percevant comme autochtones (Blench, 1984, 1994). En invoquant les facteurs climatiques et démographiques comme moteurs des violences, le gouvernement cherche à se construire une légitimité autant sur la scène intérieure qu'extérieure : il dépolitise les violences, passe sous silence les revendications socio-politiques locales et nie la crise de la gouvernabilité en milieu rural qui les alimente, et présente du même coup un narratif globalisant compatible avec celui des agences d'aide qui lui permet de s'attirer leurs financements. Reprenant le discours du président Muhammadu Buhari et les analyses des rapports d'expertise sur les « conflits agriculteurs-éleveurs » au Nigeria, le PNUE fait ainsi de la « coopération environnementale » la voie pour résoudre les conflits agriculteurs-éleveurs²³. Le Fonds international de développement agricole (Fida) a financé l'aménagement de trois réserves de pâturage, dans le cadre de son plan *Climate Change Adaptation and Agri-business Support Programme*, dans l'objectif explicite de réduire les conflits agriculteurs-éleveurs²⁴. Dans une résolution portant sur le Nigeria en janvier 2018, le Parlement européen, considérant que les conflits violents dans le Centre du pays résultaient de la sécheresse et de la désertification, a encouragé le gouvernement nigérian dans la mise en place de *cattle colonies* et la formulation du *National Ranch Development Plan* proposé un an plus tôt par un forum facilité par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)²⁵. Ce faisant, les institutions internationales accompagnent l'État dans une politique de formalisation des droits fonciers pastoraux et agricoles²⁶ qui lui permet d'affirmer son autorité sur le territoire.

Dans les États fédérés du Centre et du Sud du pays, le récit gouvernemental du conflit agriculteurs-éleveurs est contesté par les associations communautaires qui se perçoivent comme autochtones, les leaders des églises évangéliques et certains gouverneurs, au profit d'une interprétation, alimentée par la référence à Boko Haram, qui voit dans les violences une offensive organisée visant à prendre le contrôle des terres et à assurer une domination islamo-peule²⁷. En votant les *anti open grazing laws*, les gouvernements des États fédérés entendent stopper ces prétendues velléités territoriales et affirment que l'élevage n'est qu'un « business » et les pâturages une ressource productive dont la valeur marchande doit être reconnue²⁸.

3.2.2. Une réponse techniciste conflictogène

Contrastant avec ces cadrages techniques, les oppositions auxquelles donnent lieu ces annonces d'intervention publique, avivées dans le contexte pré-électoral de l'année 2018, mettent en jeu les prérogatives respectives des

²³ UN Environment Programme, 2018.

²⁴ The Sun News, 2017.

²⁵ https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/B-8-2018-0051_EN.html

²⁶ Le Plan national de transformation de l'élevage qui prévoit le classement de ranchs recommande en outre de promouvoir les opérations de cadastre et de titrisation des terres.

²⁷ Punch, 2018a ; Morning Star News, 2016 ; The Sun News, 2018a ; The Nation, 2018a.

²⁸ Punch, 2017 ; Vanguard, 2018b.

États fédérés et de l'État fédéral sur le foncier, la dimension identitaire et territoriale du foncier et la multiplicité des formes de citoyenneté (autochtonie, indigénéité et citoyenneté nationale).

Des organisations pastorales et des leaders coutumiers et politiques des États fédérés du Nord dénoncent les *anti-open grazing laws* comme anticonstitutionnelles et élargissent la revendication du droit à la mobilité pastorale à une revendication plus large de reconnaissance de citoyenneté :

« Mais quand vous avez dit que vous créeriez des lois anti-pâturage, nous avons dit non parce que nous sommes citoyens du Nigeria; nous ne sommes pas des étrangers. Ceci est notre terre. Le fait que nous soyons un peuple mobile ne signifie pas que nous ne sommes pas des citoyens... Nous devons également mettre un terme à ces tentatives de nier aux citoyens leur citoyenneté. Ces pasteurs doivent être reconnus comme une population mobile indigène, car certains gouverneurs essaient de les transformer en étrangers (« aliens »). » [traduction des auteurs]

²⁹.

Cette élite peule s'accommoderait pourtant sur le principe des ranchs (elle a d'ailleurs apporté son soutien au programme de ranchs collectifs de l'État fédéral). Son rejet ferme de ces mesures s'explique aussi par la distinction qu'instaurent les *anti-open grazing laws* entre indigènes et non-indigènes, l'accès aux ranchs des non-indigènes étant conditionné à un bail annuel pouvant être remis en cause à tout moment, en contradiction avec la loi foncière de 1978 (Kwaja & Ademola-Adelehin, 2017). Le rejet des *anti-open grazing laws* transcende ainsi les différenciations de classe, les intérêts des pasteurs et de l'élite urbanisée se rejoignant dans ceux d'une communauté pastorale peule largement imaginée.

Le projet de ranchs collectifs promu par l'État fédéral est, quant à lui, interprété par les élites des États fédérés du Centre et du Sud comme un moyen de récupérer les « terres autochtones » pour les réallouer aux éleveurs³⁰ en soutien à un prétendu projet expansionniste islamo-peul qui serait implicitement contenu dans l'expression de « *cattle colony*³¹ ». Après la réélection en 2019 du président Buhari, le gouvernement annonce un nouveau projet de ranchs collectifs visant cette fois explicitement à sédentariser les pasteurs, le *Ruga settlement scheme*. Ce projet continue de susciter l'opposition des autorités des États fédérés et des associations communautaires du Sud et du Centre. En allouant la prérogative de l'autorisation de l'accès aux ranchs à l'État fédéral et non aux États fédérés, ce projet nierait les prérogatives de l'indigénéité – qu'incarneraient au contraire les ranchs prévus dans le cadre des *anti-open grazing laws* –, retirerait aux « autochtones » le contrôle de leurs terres et l'identité qu'il fonde, et servirait l'« expansionnisme peul³² ». Le gouvernement se voit contraint de retirer ce projet et le Plan national de transformation de l'élevage finalement inauguré en septembre 2019 confère aux États fédérés la prérogative sur l'allocation du foncier des ranchs³³.

²⁹ Interview du secrétaire général de l'association Miyetti Allah Kautal Hore (Punch, 2018b).

³⁰ Latest Nigerian News, 2018 ; The Sun News, 2018a ; AgroBusiness Times, 2018b ; BBC News, 2018 ; Independent, 2018 ; The Sun News, 2018b.

³¹ Interview du président du National Council of Tiv Youths (Punch, 2018c).

³² Déclaration des présidents des associations Mdzough U Tiv, Idoma National Forum et Omi Nyi'Igede (Vanguard, 2018b) ; Ayobolu, 2019 ; Vanguard, 2019 ; Punch, 2019a ; Opara, 2019.

³³ Punch, 2019b.

Ces annonces successives d'intervention publique sur le foncier visant à « régler » la question agropastorale ont suscité des mobilisations très fortes parmi la population, obligeant les gouverneurs des différents États fédérés à se positionner. Dans les États du Centre et du Sud du pays, des groupes d'autodéfense se sont créés pour défendre la terre des ancêtres face à « l'invasion *Fulbe* », parfois avec l'appui des gouverneurs³⁴. La presse nigériane a donné la parole aux leaders communautaires qui dénonçaient des « génocides » et des initiatives organisées d'invasion ou, au contraire, d'expulsion des pasteurs peuls³⁵. Leaders politiques, religieux et communautaires des États du Centre et du Sud, d'un côté, gouvernement fédéral, leaders des organisations pastorales peules et autorités des États fédérés du Nord, de l'autre, s'accusaient par presse interposée d'être à l'origine des massacres avec leurs annonces d'encadrement du foncier pastoral³⁶. Ces discours qui circulaient dans les médias nationaux ont transformé les registres locaux d'interprétation des conflits et sont venus cimenter les solidarités entre une diversité de situations conflictuelles locales, parfois très éloignées des enjeux pastoraux³⁷.

Conclusion

Les registres interprétatifs du pastoralisme, de l'insécurité, des conflits ainsi que les prescriptions de la littérature institutionnelle animent le monde de l'aide internationale, alors que les coalitions d'acteurs locaux et internationaux marquent les champs des politiques, des transformations sociales et de l'aide, modifiant l'action publique en Afrique de l'Ouest (Gabas *et al.*, 2014). Ces processus hybrides sont spécifiques à des territoires et des pays. Pourtant, rien ne semble freiner les explications globalisantes en réaction à la répétition des crises, accompagnées d'un cadrage technique qui standardise les procédures d'intervention et permet la réorganisation permanente de l'aide, au détriment de politiques de long terme dont la conception et la mise en œuvre souveraines et démocratiques se font attendre. Les cadrages réifiant et les prescriptions qui en découlent procèdent ainsi d'une dépolitisation des modèles et des interventions que l'on peut analyser comme une dépossession en trois étapes : la figure rhétorique de la « mise à l'échelle », qui transforme les citoyens en bénéficiaires d'un appui technique ; la naturalisation de l'aide, qui permet des alliances dépolitisant les violences ; une acception réductrice du foncier, qui ignore les formes de reproduction sociale qu'il sous-tend.

La « mise à l'échelle » (*scaling up*) est une figure rhétorique utilisée aussi bien pour décrire l'escalade et la globalisation des conflits que pour prescrire des modalités d'intervention (mise à l'échelle des « bonnes

³⁴ Punch, 2018c ; Punch, 2018d.

³⁵ Wantu, 2018 ; The Sun News, 2018a ; The Sun News, 2018c.

³⁶ The Sun News, 2018c ; Abuja, 2018 ; Punch, 2018e.

³⁷ Des groupes indépendantistes biafrais se sont ainsi engagés dans des groupes d'autodéfense contre les éleveurs peuls revendiquant « un Etat libre du Biafra pour permettre aux Igbo de faire face à l'invasion criminelle des éleveurs » [traduction des auteurs] (Punch, 2018c).

pratiques »). Ce discours techniciste sur les transformations sociales est une opération politique (Murray Li, 2007b ; Mosse, 2005 ; Hibou, 2012) qui traite des citoyens – ou des catégories de citoyens, dans le cas du Nigeria – socialement situés au sein d'un système politique, en bénéficiaires d'un appui technique.

Dans le premier cas de figure, elle décrit l'amplification des conflits locaux « traditionnels » sous forme de conflits civils globaux porteurs de menaces à l'échelle fédérale au Nigeria, régionale, voire intercontinentale, à partir du Sahel. Dans le second cas, en réponse symétrique, le *scaling up* désigne un programme de travail promouvant la généralisation, l'échange et la reproduction de « bonnes pratiques » identifiées localement. Cette figure remplit alors deux fonctions cruciales dans la littérature institutionnelle de l'aide : d'abord, valider le contenu empirique des évaluations et prescriptions, en fournissant quelques illustrations du terrain, fussent-elles singulières et non répliquables ; ensuite, faciliter la programmation des opérations de décaissement budgétaire de l'aide au travers d'activités standardisées (ateliers de sensibilisation, voyages d'études, etc.).

Sous couvert d'une approche qualifiée de participative et communautaire, les interventions visant à prévenir ou atténuer les conflits par la mise à l'échelle des bonnes pratiques ignorent les structures politiques et les dynamiques historiques à l'origine du contexte et des modalités de ces conflits. Ainsi, les protagonistes ne pourraient être arrachés à leur nature violente ou sauvés du déterminisme environnemental que par des interventions d'aide à vocation pédagogique. Ce tableau gomme la diversité des relations sociales, les multiples dimensions de l'accès aux ressources et les processus politiques qui se nouent autour des enjeux fonciers.

La naturalisation de l'aide, comme évidente nécessité à fonction pacificatrice, participe également à la dépossession politique des populations. Dans le cas du Nigeria, un cadrage réifiant et technique réduit le foncier à sa seule dimension productive alors que les oppositions renvoient aux formes de citoyenneté, à travers les catégories de « l'indigénité » et de l'autochtonie, et aux droits qui leur sont liés ; ce cadrage permet des alliances avec les bailleurs de fonds internationaux en passant sous silence les dimensions politiques des usages et des droits fonciers, au risque d'aggraver les tensions.

La naturalisation des interventions extérieures en Afrique se renforce, d'autre part, au moyen de recadrages conceptuels véhiculés d'abord par les multiples mots-valises du développement (Cornwall & Eade, 2010), désormais par des « nexus », toujours issus du Nord ; après le modèle global de sécurité environnementale « Pénurie-Conflits » et l'approche « 3D » (diplomatie-développement-défense) de la politique étrangère de la France au Sahel, le nexus « HDP » (humanitaire-développement-paix) promu par les Pays-Bas³⁸ et repris par plusieurs institutions internationales établit un lien direct entre les conflits armés et des facteurs déclencheurs de famines, pour encourager la coopération entre institutions humanitaires, du « développement » et de soutien de la paix, afin de réduire la faim et la malnutrition. Paradoxalement, ces approches globalisantes fondées sur

³⁸ Cadrage institutionnalisé par la résolution n° 2417, « Protection des civils dans les conflits armés », adoptée par le Conseil de sécurité des Nations unies le 24 mai 2018.

un usage normatif du concept de nexus, dont l'ambition est d'articuler des champs disjoints d'analyse et d'intervention, sont empiriquement trop faibles pour rendre les processus intelligibles et pour anticiper les tensions dans le tissu social.

Le foncier comme rapport social à propos des ressources naturelles est le plus souvent ignoré ou réduit. La conception du foncier est fondée sur l'ordre, la stabilité, la propriété, vs. un continuum entre accès ouverts et prioritaires et gestion de la variabilité ; le foncier est toujours vu dans sa dimension uniquement productive (non pas territoriale, politique, identitaire). Dans le cas du pastoralisme, cette acception ignore et disqualifie une forme de connaissance et de reproduction sociale et écologique socialement construites, à travers la valorisation d'équilibres instables, de ressources hétérogènes et variables, par la mobilité et l'accès partagé aux ressources. En ce sens, elle est une dernière phase de dépossession des sociétés pastorales de leur rapport au monde.

Les auteurs

Charline Rangé

Docteure en géographie de l'AgroParisTech, Charline Rangé est chargée de programme au Gret et chercheuse associée à l'UMR Prodig. À l'interface entre recherche, développement et expertise, elle travaille depuis dix ans sur les questions de gouvernance de la terre et des ressources naturelles et de rapports sociaux intra-familiaux, avec un focus sur l'Afrique de l'Ouest et du Centre, et, depuis 2017, sur les situations de crise et conflits (région du lac Tchad, région du Liptako-Gourma).

A récemment publié

Rangé, C. (à paraître). Boko Haram sera-t-il le révélateur des insécurités foncières au lac Tchad ? Le cas de la partie camerounaise du lac Tchad. In Chauvin, E., Baroin, C., & Seignobos, C. (Eds.). *Les insécurités dans le bassin du lac Tchad*. IRD Éditions.

Ancey, V. (Ed.), Rangé, C., Magnani, S., & Patat, C. (2020). Jeunes pasteurs en ville. Accompagner l'insertion économique et sociale des jeunes pasteurs – Tchad et Burkina Faso. FAO. <http://www.fao.org/3/ca7216fr/ca7216fr.pdf>

Rangé, C., & Lavigne Delville, Ph. (2019). « Gestion en commun » ou accès ouvert autorisé ? La gouvernance du pluri-usage sur les rives du lac Tchad (Cameroun). *Études rurales*, 203(1), 20-40. <https://doi.org/10.4000/etudesrurales.15995>

Pallièrre, A., & Rangé, C. (2019). Marchés et solidarités familiales: les trajectoires des jeunes dans une agriculture familiale en cours d'intensification (Guinée forestière). In Merlet, M., Levesque, R., Rangé, C., & Benkahla, A. (Eds.). *Structures agraires et accès des jeunes à la terre : gestion intrafamiliale du foncier et stratégies d'autonomisation des jeunes*, Regards sur le foncier n° 7, Comité technique « Foncier & développement » (85-96). AFD/MEAE.

Rangé, C., & Cochet, H. (2018). Multi-usage familial et agriculture de firme sur les rives du lac Tchad : une comparaison des performances économiques. *Natures Sciences Sociétés*, 26(1), 33-48. <https://doi.org/10.1051/nss/2018021>

Sergio Dario Magnani

Sergio Magnani est docteur en anthropologie sociale à l'EHESS (École de hautes études en sciences sociales). Actuellement chercheur indépendant, ses travaux portent sur les transformations de l'action publique de développement et les dynamiques de changement social et économique des sociétés pastorales ouest-africaines. Il a défini récemment un projet de recherche sur la circulation des savoirs au sein des arènes du développement pastoral et la reconfiguration de l'action publique au gré des agendas sécuritaires au Sahel.

A récemment publié

Magnani, S. (à paraître). Socio-Technical Objects at the Crossroads between “Universal” Policy Models for Livestock Production Development, Local Practices and Dynamics of Change. *Nomadic People*, Special Issue « Exploring Methodological Approaches and Questions of Representation with Mobile Pastoralists and Roma Groups in Contexts of High Variability ».

Ancey, V. (Ed.), Rangé, C., Magnani, S., & Patat, C. (2020). Jeunes pasteurs en ville. Accompagner l'insertion économique et sociale des jeunes pasteurs – Tchad et Burkina Faso. FAO. <http://www.fao.org/3/ca7216fr/ca7216fr.pdf>

Magnani, S., Ancey, V., & Hubert, B. (2019). “(Dis)Ordered Intensification?” Techno-Political Models, Resource Access and Pastoralist/Agrobusiness Relations in the Middle Valley of the Senegal River. *Nomadic Peoples*, 23(1), 5-27. <https://doi.org/10.3197/np.2019.230102>

Magnani, S., Ancey, V., & Hubert, B. (2019). Dairy Policy in Senegal: The Need to Overcome a Technical Mindset. *The European Journal of Development Research*, 31(5), 1227-1245. <https://doi.org/10.1057/s41287-019-00208-4>

Véronique Ancey

Véronique Ancey est chercheuse au Cirad (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement), HDR en sociologie à l'université Paris-Ouest Nanterre. En poste au Sénégal pendant une quinzaine d'années, elle a conduit des recherches au Sahel sur les pratiques du pastoralisme, leurs représentations savantes et émiques, et les politiques qui les concernent. Elle est actuellement détachée dans

une agence des Nations unies comme conseillère sur les politiques d'élevage et de réduction de pauvreté dans les zones arides.

A récemment publié

Ancey, V. (Ed.), Rangé, C., Magnani, S., & Patat, C. (2020). Jeunes pasteurs en ville. Accompagner l'insertion économique et sociale des jeunes pasteurs – Tchad et Burkina Faso. FAO. <http://www.fao.org/3/ca7216fr/ca7216fr.pdf>

Magnani, S., Ancey, V., & Hubert, B. (2019). “(Dis)Ordered Intensification?” Techno-Political Models, Resource Access and Pastoralist/Agrobusiness Relations in the Middle Valley of the Senegal River. *Nomadic Peoples*, 23(1), 5-27. <https://doi.org/10.3197/np.2019.230102>

Magnani, S., Ancey, V., & Hubert, B. (2019). Dairy Policy in Senegal: The Need to Overcome a Technical Mindset. *The European Journal of Development Research*, 31(5), 1227-1245. <https://doi.org/10.1057/s41287-019-00208-4>

Ancey, V., Pesche, D., & Daviron, B. (2017). Résilience et développement : complément, substitut ou palliatif ? *Revue internationale des études du développement*, 231(3), 57-89. <https://doi.org/10.3917/ried.231.0057>

Ancey, V., Chevalier, P., & Sourisseau, J.-M. (Eds.) (2017). Catégorisation agricole et transformations sociales. *Cahiers Agriculture*, 26(5). <https://doi.org/10.1051/cagri/2017040>

Ancey, V. (2017). *Le développement et la recherche à l'épreuve de l'économie pastorale*. Mémoire d'HDR. Université Paris-Ouest Nanterre La Défense.

Bibliographie

- Ancey, V., Pesche, D., & Daviron, B. (2017). Résilience et développement : complément, substitut ou palliatif ? *Revue internationale des études du développement*, 231(3), 57-89. <https://doi.org/10.3917/ried.231.0057>
- APESS (Association pour la promotion de l'élevage au Sahel et en Savane), & RBM (Réseau Billital Marrobbé) (2013). *La sécurisation des espaces pastoraux, un levier essentiel pour construire la résilience des communautés pastorales, mais aussi un facteur de renforcement de la paix et de la sécurité dans ces zones*. APESS/RBM. <https://www.inter-reseaux.org/ressources/article/note-de-position-des-reseaux?lang=fr>
- Arnaud, C. (2016). *Jeunesses sahéliennes : dynamiques d'exclusion, moyens d'insertion*. Notes techniques, 15. AFD. <https://www.afd.fr/fr/ressources/jeunesses-saheliennes-dynamiques-dexclusion-moyens-dinsertion>
- Audoin, S., & Gonin, A. (2014). L'anacarde : produit de la globalisation, moteur de la territorialisation, l'exemple du Sud du Burkina Faso. *EchoGéo*, 29. <https://journals.openedition.org/echogeo/13926>
- Ba-Konaré, D. A. O. (2018, 4 septembre). En Afrique, le fantasme d'une « communauté peule » radicalisée. *The Conversation*. <https://theconversation.com/en-afrique-le-fantasme-dune-communaute-peule-radicalisee-102276>
- Behnke, R. H., & Scoones, I. (1993). Rethinking Range Ecology: Implications for Rangeland Management in Africa. In Behnke, R. H., Scoones, I., & Kerven, K. (Eds.). *Range Ecology at Disequilibrium: New Models of Natural Variability and Pastoral Adaptation in African Savannas* (62-76). Overseas Development Institute.
- Benjaminsen, T. A. (2008). Does Supply-Induced Scarcity Drive Violent Conflicts in the African Sahel? The Case of the Tuareg Rebellion in Northern Mali. *Journal of Peace Research*, 45(6), 819-836. <https://doi.org/10.1177%2F0022343308096158>
- Benjaminsen, T. A., Alinon, K., Buhaug, H., & Tove Buseth, J. (2012). Does climate Change drive land-use conflicts in the Sahel? *Journal of Peace research*, 49(1), 97-111. <https://doi.org/10.1177%2F0022343311427343>
- Benjaminsen, T. A., & Ba, B. (2018). Why Do Pastoralists in Mali Join Jihadist Groups? A Political Ecological Explanation. *The Journal of Peasant Studies*, 46(1), 1-20. <https://doi.org/10.1080/03066150.2018.1474457>
- Blench, R. M. (2017). *Pastoralist-Farmer Conflict in Nassarawa and Benue States*. MISEREOR.
- Blench, R. M., (1994). The Expansion and Adaptation of Fulbe Pastoralism to Sub-humid and Humid Conditions in Nigeria. *Cahiers d'études africaines*, 34(133-135), 197-212. <https://doi.org/10.3406/cea.1994.2047>
- Blench, R. M., (1984). Conflict and Co-operation: Fulani Relations with the Samba and Mambila Peoples. *Cambridge Anthropology*, 9(2), 42-57.

- Bonfiglioli, A. M. (1991). Mobilité et survie. Les pasteurs sahéliens face aux changements de leur environnement. In Dupré, G. (Ed.). *Savoirs paysans et développement* (237-252). Karthala/Orstom.
- Bonfiglioli, A. M. (1990). Pastoralisme, agro-pastoralisme et retour : itinéraires sahéliens. *Sociétés pastorales et Développement. Cahiers des sciences humaines*, 26(1-2), 255-266. <https://www.documentation.ird.fr/hor/fdi:31594>
- Boutrais, J. (1990). Derrière les clôtures... : essai d'histoire comparée de ranchs africains. *Cahiers des sciences humaines*, 26(1-2), 73-95. <https://www.documentation.ird.fr/hor/fdi:31585>
- Breusers, M., Nederlof, S., & Van Rheenen, T. (1998). Conflict or Symbiosis? Disentangling Farmer-Herdsman Relations: The Mossi and Fulbe of the Central Plateau, Burkina Faso. *The Journal of Modern African Studies*, 36(3), 357-380. <https://doi.org/10.1017/S0022278X98002808>
- Corniaux, C., Thébaud, B., & Gautier, D. (2012). La mobilité commerciale du bétail entre le Sahel et les pays côtiers : l'avenir du convoi à pied. *Nomadic peoples*, 16(2), 6-25. <https://www.jstor.org/stable/43123909>
- Cornwall, A., & Eade, D. (2010). *Deconstructing Development Discourse: Buzzwords and Fuzzwords*. Oxfam GB.
- Dafinger, A., & Pelican, M. (2006). Sharing or Dividing the Land? Land Rights and Farmer-Herder Relations in Burkina Faso and Northwest Cameroon. *Revue canadienne des études africaines*, 40(1), 127-151.
- Davis, D. K. (2016). *The Arid Lands: History, Power, Knowledge*. The MIT Press.
- De Bruijn, M., & Both, J. (2017). Youth Between State and Rebel (Dis) Orders: Contesting Legitimacy from Below in Sub-Saharan Africa. *Small Wars & Insurgencies*, 28(4-5), 779-798. <https://doi.org/10.1080/09592318.2017.1322329>
- Deibert, R. J. (1996). *From Deep Black to Green? Demystifying the Military Monitoring of Environment. Environmental Change and Security Project report*. Woodrow Wilson Center.
- De Haan, C., Dubern, E., Garancher, B., & Quintero, C. (2016). *Pastoralism Development in the Sahel: A Road to Stability?* The World Bank.
- ECOWAS (Economic Community of West African States) (2018, April 26). *Regional Meeting of the Ministers in Charge of Security and Agriculture/Livestock on Transhumance. Draft Report*. ECOWAS.
- Ellis, J. E., & Swift D. M. (1988). Stability of African Pastoral Ecosystems: Alternate Paradigms and Implications for Development. *Journal of Range Management*, 41, 450-459.
- Egbuta, U. (2018). Understanding the Herder-Farmer Conflict in Nigeria. *Conflict Trends*, 3. ACCORD. <https://www.accord.org.za/conflict-trends/understanding-the-herder-farmer-conflict-in-nigeria/>

- Fache, E., Ancey, V., & Lavigne-Delville, P. (à paraître). Gouverner les ressources partagées. In Colin, J.-Ph., Lavigne Delville, Ph., & Léonard, É. (Eds.). *Foncier rural et développement. Enjeux et clés d'analyse en sciences sociales*. Éditions Quae/IRD Éditions.
- Fanchette, S. (2011). *Au Pays des Peuls de Haute-Casamance*. Karthala.
- Fanchette, S. (1999). *Colonisation des terres sylvo-pastorales et conflits fonciers en Haute-Casamance*. IIED. <https://www.documentation.ird.fr/hor/fdi:010020784>
- Frésia, M., & Lavigne Delville, P. (2018). *Au cœur des mondes de l'aide internationale*. Karthala.
- Gabas, J.-J., Pesche, D., Ribier, V., & Campbell, B. (2014). Nouveaux regards sur la coopération pour le développement et ses transformations. *Mondes en développement*, 165(1), 7-22. <https://doi.org/10.3917/med.165.0007>
- Gausset Q., Whyte, M. A., & Birch-Thomsen, T. (2005). *Beyond Territory and Scarcity: Exploring Conflicts over Natural Resource Management*. Elanders Gotab.
- Gonin, A., & Gautier, D. (2015). Shift in Herders' Territorialities from Regional to Local Scale: The Political Ecology of Pastoral Herding in Western Burkina Faso. *Pastoralism*, 5(7). <https://doi.org/10.1186/s13570-015-0023-z>
- Hagberg, S. (2000). Strangers, Citizens, Friends: Fulbe Agro-pastoralists in Western Burkina Faso. In Hagberg, S., & Tengan, A. B. (Eds.). *Bonds and Boundaries in Northern Ghana and Southern Burkina Faso* (159-179). Acta Universitatis Upsaliensis.
- Heinrigs, P. (2010). *Security Implications of Climate Change in the Sabel Region: Policy Considerations*. OECD/SWAC. <http://www.oecd.org/swac/publications/47234320.pdf>
- Hibou, B. (2012). *La bureaucratisation du monde à l'ère néolibérale*. La Découverte.
- Higazi, A. (2018). Rural Insecurity on the Jos Plateau, Central Nigeria: Livelihoods, Land, and Cattle amid Religious Reform and Violent Conflict. In Mustapha, A. R., & Ehrhardt, D. (Eds.). *Creed & Grievance: Muslims-Christians Relations & Conflict Resolution in Northern Nigeria* (269-307). James Currey.
- Higazi, A. (2016). Farmer-Pastoralist Conflicts on the Jos Plateau, Central Nigeria: Security Responses of Local Vigilantes and the Nigerian State. *Conflict, Security & Development*, 16(4), 365-385. <https://doi.org/10.1080/14678802.2016.1200314>
- Higazi, A., & Lar, J. (2015). Articulations of Belonging: The Politics of Ethnic and Religious Pluralism in Bauchi and Gombe States, North-East Nigeria. *Africa*, 85(1), 103-129.
- Higazi, A. (2008). Social Mobilization and Collective Violence: Vigilantes and Militias in the Lowlands of Plateau State, Central Nigeria. *Africa*, 78(1), 107-135. <https://doi.org/10.3366/E0001972008000077>

- Homer-Dixon, T.F. (1994). Environmental Scarcities and Violent Conflicts. *International Security*, 19(1), 5-40. <https://www.jstor.org/stable/2539147>
- Ibrahim, I. Y. (2017). The Wave of Jihadist Insurgency in West Africa: Global Ideology, Local Context, Individual Motivations. *West African Papers*, No. 7. OECD. <https://doi.org/10.1787/eb95c0a9-en>
- ICG (International Crisis Group) (2018). Stopping Nigeria's Spiraling Farmer-Herder Violence, *Africa Report*, 262. <https://www.crisisgroup.org/africa/west-africa/nigeria/262-stopping-nigerias-spiralling-farmer-herder-violence>
- ICG (International Crisis Group) (2017). Herders against Farmers: Nigeria's Expanding Deadly Conflict, *Africa Report*, 252. <https://www.crisisgroup.org/africa/west-africa/nigeria/252-herders-against-farmers-nigerias-expanding-deadly-conflict>
- Institute for Economics and Peace (2015). *Global Terrorism Index. Measuring and Understanding the Impact of Terrorism*. https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/2015%20Global%20Terrorism%20Index%20Report_0_0.pdf
- IIED (International Institute for Environment and Development) (2013). *Espaces ingouvernables ? Reconstruire une économie pastorale résiliente dans le Nord du Mali*. Briefing. IIED. <http://pubs.iied.org/pdfs/17174FIIED.pdf>
- IIED (International Institute for Environment and Development) (2018). *Farmer-Herder Conflict in sub-Saharan Africa: An Overview of the Issue*. Provisional Version.
- Koopman, J. (2012). Lands Grab, Government, Peasant and Civil Society Activism in the Senegal River Valley. *Review of African Political Economy*, 39(134), 655-664. <https://doi.org/10.1080/03056244.2012.738797>
- Krätli, S. (2017). Pastoral Localization of Humanitarian Aid: The Need to Re-Qualify the Pastoral Context. *African Study Monographs*. Supplementary 53, 141-146.
- Krätli, S. (2015). *Valuing Variability: New Perspectives on Climate Resilient Drylands Development*. IIED. <https://pubs.iied.org/pdfs/10128IIED.pdf>
- Krings, T. (1995). Marginalisation and Revolt among the Tuareg in Mali and Niger. *GeoJournal*, 36, 57-63. <https://doi.org/10.1007/BF00812527>
- Kwaja, C. M. A., & Ademola-Adelehin, B. I. (2017a). *Responses to Conflicts between Farmers and Herders in the Middle Belt of Nigeria: Mapping Past Efforts and Opportunities for Violence Prevention*. Search for Common Ground.
- Kwaja, C. M. A., & Ademola-Adelehin, B. I. (2017b). *The Implications of the Open Grazing Prohibition and Ranches Establishment Law on Farmer-Herder Relations in the Middle Belt of Nigeria*. Search for Common Ground.

- Lavigne Delville, P. (2016) Pour une socio-anthropologie de l'action publique dans les pays 'sous régime d'aide'. *Anthropologie & développement*. n°45, p. 33-64.
- Magnani, S., Ancey, V., & Hubert, B. (2019). "(Dis)Ordered Intensification?" Techno-Political Models, Resource Access and Pastoralist/Agrobusiness Relations in the Middle Valley of the Senegal River. *Nomadic Peoples*, 23(1), 5-27. <https://doi.org/10.3197/np.2019.230102>
- Moritz, M. (2010). Understanding Herder-Farmer Conflicts in West Africa: Outline of a Processual Approach. *Human Organization*, 69(2), 138-148. <https://www.jstor.org/stable/44148597>
- Mosse, D. (2005). *Cultivating Development. An Ethnography of Aid Policy and Practice*. Pluto Press.
- Murray Li, T. (2007a). Practices of Assemblage and Community Forest Management. *Economy and Society*, 36(2), 263-293. <https://doi.org/10.1080/03085140701254308>
- Murray Li, T. (2007b). *The Will to Improve*. Duke University Press.
- OCDE (Organisation pour la coopération et le développement économique), & CSAO (Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest) (2013). *Conflits liés aux ressources et terrorismes : deux facettes de l'insécurité*. Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, Éditions OCDE. <https://dx.doi.org/10.1787/9789264190306-fr>
- Olivier de Sardan, J.-P. (2019). *Industrie du développement : les mésaventures des modèles voyageurs*. AOC. <https://aoc.media/analyse/2019/09/25/industrie-du-developpement-les-mesaventures-des-modeles-voyageurs/>
- Oxby, C. (1981). *Ranches collectifs en Afrique*. FAO.
- Pellerin, M. (2019). *Les violences armées au Sabara. Du djihadisme aux insurrections?* Études de l'IFRI. IFRI.
- Peluso, N. L., & Watts, M. (Eds.) (2001). *Violent Environments*. Cornell University Press.
- Salliot, E. (2010). *Security Events in the Sabel: A Review of Past Security Events in the Sabel 1967–2007*. OECD/SWAC. <http://www.oecd.org/swac/publications/47092939.pdf>
- Sayre, N. F. (2017). *The Politics of Scale: A History of Rangeland Science*. The University of Chicago Press.
- Sayre, N. F. (2008). The Genesis, History, and Limits of Carrying Capacity. *Annals of the Association of American Geographers*, 98(1), 120-134. <https://doi.org/10.1080/00045600701734356>
- Sangaré B., (2016, 25 mai). *Le Centre du Mali : épicerie du djihadisme ?* Note d'Analyse du GRIP. GRIP. <http://hdl.handle.net/1887/39606>
- Schlee, G. (2013). Why States Still Destroy Pastoralism and How They Can Learn That in Their Own Interest They Should Not. *Nomadic Peoples*, 17(2), 6-19. <https://www.jstor.org/stable/43123933>

Swift, J., (1996). Desertification. Narratives, Winners and Losers. In Leach, M., & Mearns, R. (Eds.). *The Lie of the Land: Challenging Received Wisdom on the African Environment* (73-90). James Currey.

Thébaud, B. (2017). *Résilience pastorales et agropastorales au Sahel. Portraits de la transhumance 2014-2015 et 2015-2016 (Sénégal, Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger)*. Nordic Consulting/ ISRA-BAM/ Cirad Dakar. <https://acting-for-life.org/resiliences-pastorales-et-agropastorales-au-sahel/>

Thébaud, B., Greli, H., & Mieke, S. (1995). *Recognising the Effectiveness of Traditional Pastoral Practices: Lessons from a Controlled Grazing Experiment in Northern Senegal*. Drylands Issues Paper 55. IIED.

Thoenig, J.-C. (2005). Pour une épistémologie des recherches sur l'action publique. In Filâtre, D., & De Terssac, G. (Eds.) *Les Dynamiques intermédiaires au cœur de l'action publique* (285-306). Octarès.

Toulmin, C., & Brock, K. (2016). Desertification in the Sahel: Local Practice Meets Global Narrative. In Behnke, R. H., & Mortimore, M. (Eds.). *The End of Desertification? Disputing Environmental Change in the Drylands* (37-63). Springer.

Turner, M. D. (2004). Political Ecology and the Moral Dimensions of "Resource Conflicts": The Case of Farmer-Herder Conflicts in the Sahel. *Political Geography*, 23(7), 863-889. <https://www.researchgate.net/deref/http%3A%2F%2Fdx.doi.org%2F10.1016%2Fj.polgeo.2004.05.009>

UN.ECA (United Nations. Economic Commission for Africa) (2017). *New Fringe Pastoralism: Conflict and Insecurity and Development in the Horn of Africa and the Sahel*. UN.ECA. https://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/new_fringe_pastoralism_eng1.pdf

UNOWAS (United Nations Office for Western Africa and the Sahel) (2018). *Pastoralisme et sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Vers une co-existence pacifique*. https://unowas.unmissions.org/sites/default/files/rapport_pastoralisme_fr-avril_2019_-_online.pdf

Vall, E., & Diallo, M. A. (2009). Savoirs techniques locaux et pratiques : la conduite des troupeaux aux pâturages (Ouest du Burkina Faso). *Natures Sciences Sociétés*, 17(2), 122-135. <https://www.cairn.info/revue-natures-sciences-societes-2009-2-page-122.htm>

Van Leeuwen, M., & Van Der Haar, G. (2016). Theorizing the Land-Violent Nexus. *World Development*, 78: 94-104. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2015.10.011>

Zondi, S. (2018). United Nations Economic Commission for Africa, New Fringe Pastoralism: Conflict, Security and Development in the Horn of Africa and the Sahel. - book review. *Ubuntu : Journal of Conflict and Social Transformation*, 7, 2, 143-146.

Articles de presse et documents

Abuja, A. M. J. (2018, February 15). Ortom Releases Letters Sent to VP, Others Before Benue Killings. *The Guardian*. <https://guardian.ng/news/ortom-releases-letters-sent-to-vp-others-before-benue-killings/>

AgrixHub (2018, June 21). Farmers, Herders Hail FG over Ranches in 10 States. AgrixHub. <https://agrixhub.com/index.php/2018/06/21/farmers-herders-hail-fg-over-ranches-in-10-states/>

AgroBusiness Times (2018a, September 24). Mitigating Farmers-Herders Conflict Through Great Greenwall Initiative. AgroBusiness Times. <https://www.agrobusinessngr.com/mitigating-farmers-herders-conflict-through-great-greenwall-initiative-1/>

AgroBusiness Times (2018b, January 15). Ogbah Defines “Cattle Colonies,” Ranches as Panacea to Farmers-Herders Crisis. *AgroBusiness Times*. <https://www.agrobusinessngr.com/ogbeh-defines-cattle-colonies-ranches-panacea-farmers-herders-crisis/>

ARAA (Agence régionale pour l’agriculture et l’alimentation) (2019, 24 avril). Les acteurs valident la stratégie d’appui à l’employabilité des jeunes dans le secteur agro-sylvo-pastoral. ARAA. <http://www.araa.org/pt/news/les-acteurs-valident-la-strat%C3%A9gie-d%E2%80%99appui-%C3%A0-l%E2%80%99employabilit%C3%A9-des-jeunes-dans-le-secteur-agro>

[Ayobolu, S. \(2019, July 6\). Rethinking the Ruga Policy. *The Nation*. https://thenationonline.net/rethinking-the-ruga-policy/](https://thenationonline.net/rethinking-the-ruga-policy/)

Baca, M. W. (2015, August 21). My Land, Not Your Land. Farmer-Herder Wars in the Sahel. *Foreign Affairs*. <https://www.foreignaffairs.com/articles/2015-08-21/my-land-not-your-land>

BBC News (2018, July 6). Letter from Africa: Turning Nigerian Herders into Ranchers. *BBC News*. <https://www.bbc.co.uk/news/world-africa-44680657>

Carayol, R. (2017, mai). Instrumentalisation de la misère au profit du fondamentalisme. En Afrique, le spectre d’un djihad peul. *Le Monde diplomatique*. <https://www.monde-diplomatique.fr/2017/05/CARAYOL/57435>

Independent (2018, January 21). Igala Nation, Others Tackle Gov Bello On Proposed Cattle Colony. *Independent*. <https://www.independent.ng/igala-nation-others-tackle-gov-bello-proposed-cattle-colony/>

Latest Nigerian News (2018, January 23). Herdsmen Killings: Southern Kaduna Rejects Cattle Colony in Whatever Guise – Senator Danjuma La’ah. *Latest Nigerian News*. <https://www.latestnigeriannews.com/news/5421950/herdsmen-killings-southern-kaduna-rejects-cattle-colony-in-whatever-guise-senato.html>

Ministère des Armées (2020). Barkhane : L’opération Monclar – Concentration inédite des efforts en zone des trois frontières. <https://www.defense.gouv.fr/actualites/operations/barkhane-l-operation-monclar-concentration-inedite-des-efforts-en-zone-des-trois-frontieres>

Morning Star News (2016, April 27). Muslim Fulani Herdsmen Massacres Reach Southern Nigeria. *Morning Star News*. <https://morningstarnews.org/2016/04/muslim-fulani-herdsmen-massacres-reach-southern-nigeria/>

Opara, G. (2019, July 3). FG Sued over Controversial Ruga Settlement Policy. *Daily Post*. <https://dailypost.ng/2019/07/03/fg-sued-controversial-ruga-settlement-policy/>

Premium Times (2016a, May 11). Herdsmen/Farmers Clashes: Nigerian Govt Proposes Ranches, Herdsmen Insist on Grazing Routes. *Premium Times*. <https://www.premiumtimesng.com/news/headlines/203225-herdsmenfarmers-clashes-nigerian-govt-proposes-ranches-herdsmen-insist-grazing-routes.html>

Premium Times (2016b, January 25). How I Plan to End Fulani Herdsmen, Farmers Clashes – Buhari. *Premium Times*. <https://www.premiumtimesng.com/news/headlines/197340-how-i-plan-to-end-fulani-herdsmen-farmers-clashes-buhari.html>

Punch (2019a, June 26). South-East Govs, Ortom, Ishaku, Others Reject FG’s Ruga Settlements for Herdsmen. *Punch*. <https://punchng.com/seast-govs-ortom-ishaku-others-reject-fgs-ruga-settlements-for-herdsmen/>

Punch (2019b, September 10). Osinbajo Inaugurates National Livestock Transformation Plan. *Punch*. <https://punchng.com/osinbajo-flags-off-national-livestock-transformation-plan/>

Punch (2018a, July, 3). Killings: Miyetti Allah Rejects Calls for Service Chiefs’ Sacking. *Punch*. <https://punchng.com/killings-miyetti-allah-rejects-calls-for-service-chiefs-sacking/>

Punch (2018b, July 7). “Nigerians Won’t Be Able to Afford Beef if We Stop Open Grazing Now. *Punch*. <https://punchng.com/nigerians-wont-be-able-to-afford-beef-if-we-stop-open-grazing-now-alhassan-miyetti-allah-kautal-hore-secretary-general/>

Punch (2018c, January 21). Regional Militias, Youths Prepare for Battle Against Herdsmen. *Punch*. <https://punchng.com/regional-militias-youths-prepare-for-battle-against-herdsmen/>

Punch (2018d, February 4). Herdsmen: OPC, Agbekoya Mobilise Fighters in South West. *Punch*. <https://punchng.com/herdsmen-opc-agbekoya-mobilise-fighters-in-south-west/>

Punch (2018e, June 8). Hold Defence Minister Responsible for Wednesday’s Killings – Benue. *Punch*. <https://punchng.com/hold-defence-minister-responsible-for-wednesdays-killings-benue/>

Punch (2017, November 5). Anti-Open Grazing Law, Solution to Herdsmen Attacks – Benue. *Punch*. <https://punchng.com/anti-open-grazing-law-solution-to-herdsmen-attacks-benue/>

The Nation (2018a, January 20). Herdsmen Kill Taraba Monarch, 28 Others in Fresh Attacks. *The Nation*. <https://thenationonlineng.net/herdsmen-kill-taraba-monarch-28-others-fresh-attacks/>

The Nation (2018b, June 20). Fed Govt to Build 94 Ranches in 10 States. *The Nation*. <https://thenationonlineng.net/fed-govt-to-build-94-ranches-in-10-states/>

The Sun News (2018a, February 3). Herdsmen Attacks in Adamawa: Esau's Hands, Jacob's Voice? *The Sun News*. <https://www.sunnewsonline.com/herdsmen-attacks-in-adamawa-esaus-hands-jacobs-voice/>

The Sun News (2018b, February 5). Kwara group reject cattle colony. *The Sun News*. <https://www.sunnewsonline.com/kwara-group-rejects-cattle-colony/>

The Sun News (2018c, February 3). Politicians Buy Arms For Herdsmen – Bodejo, Miyetti Allah President. *The Sun News*. <https://www.sunnewsonline.com/politicians-buy-arms-for-herdsmen-bodejo-miyetti-allah-president/>

The Sun News (2017, March 23). IFAD to Construct 3 Grazing Reserves in Sokoto. *The Sun News*. <https://www.sunnewsonline.com/ifad-to-construct-3-grazing-reserves-in-sokoto/>

UN Environment Programme (2018, October 4). Environmental Cooperation as a Pathway to Resolve Nigeria's Deadly Farmer-Herder Conflicts. UN Environment Programme <https://www.unenvironment.org/news-and-stories/story/environmental-cooperation-pathway-resolve-nigerias-deadly-farmer-herder>

Ushigiale J. (2018, October 14). Herdsmen and the Kaduna Dairy Farm Initiative. *This Daily Live*. <https://www.thisdaylive.com/index.php/2018/10/14/herdsmen-and-the-kaduna-dairy-farm-initiative/>

U.S. Mission Nigeria (2017, May 5). U.S. Government-Sponsored Conference Helps Nigerian Farmers and Herders Forge Solutions to Conflict. U.S. Embassy & Consulate in Nigeria. <https://ng.usembassy.gov/u-s-government-sponsored-conference-helps-nigerian-farmers-herders-forge-solutions-conflict/>

Vanguard (2019, July 2). The True Meaning of Ruga. *Vanguard*. <https://www.vanguardngr.com/2019/07/the-true-meaning-of-ruga/amp/>

Vanguard (2018a, January 19). States to Commence Cattle Colonies Next Week – FG. *Vanguard*. <https://www.vanguardngr.com/2018/01/work-commence-cattle-colonies-next-week/>

Vanguard (2018b, June 23). We've No Land for FG's Ranches — Benue Stakeholders. *Vanguard* <https://www.vanguardngr.com/2018/06/ve-no-land-fgs-ranches-benue-stakeholders-say-cattle-rearing-private-business-like-farming/>

VOA (2018, 17 avril). Les médias rappelés à l'ordre après les violences pastorales au Nigeria. VOA Afrique. <https://www.voafrique.com/a/violences-pastorales-au-nigeria-les-medias-rappeles-a-l-ordre/4351396.html>

Wantu, J. (2018, January 13). Benue Killings: It's Ethnic Cleansing and Genocide against Tiv Nation, Says Tor Tiv. *Saturday Magazine*. <https://guardian.ng/saturday-magazine/benue-killings-its-ethnic-cleansing-and-genocide-against-tiv-nation-says-tor-tiv/>

Yusuf, V. A., & Buhari, S. (2018, January 14). Ogbeh Defines “Cattle colonies,” Ranches as Panacea to Farmers-Herders Crisis. *Daily Trust*. <https://www.dailytrust.com.ng/ogbeh-defines-cattle-colonies-ranches-as-panacea-to-farmers-herders-crisis.html>